

La lettre de **Magellan** C O N S E I L

Janvier 2012
n° 202

Également dans
ce numéro :

**Perspectives
boursières :
beaucoup d'in-
certitudes mais
une embellie est
attendue au
second semestre.**

**Panorama des
marchés
financiers et
chiffres clés.**

FISCALITE : LA NOUVELLE DONNE POUR 2012.

La loi de finances pour 2012 vient d'être définitivement adoptée et, si l'on ajoute les quatre lois de finances rectificatives qui ont vu le jour en 2011, il s'avère que la donne fiscale est profondément modifiée. Les principales mesures fiscales à l'encontre des ménages sont les suivantes :

- **Instauration d'une contribution exceptionnelle de 3 %** assise sur la fraction du revenu fiscal de référence comprise entre 500 000 € et 1 000 000 € pour les couples et 250 000 € à 500 000 € pour les personnes seules. Au-delà de ces seuils, le taux est porté à 4 %. Il est à noter que cette taxation s'applique sur les revenus de l'année 2011.
- **Absence de revalorisation des barèmes et des abattements.** Les barèmes de l'impôt sur le revenu, de l'impôt sur la fortune, des droits de donation et de succession ainsi que les divers abattements en vigueur ne sont plus indexés sur l'inflation. Ceci équivaut à une hausse générale de ces impôts de 2,1 % en 2012.
- **Hausse de cinq points (de 19 % à 24 %) du taux du prélèvement libératoire sur les revenus de placement à taux fixe** (intérêts des comptes sur livret, des obligations, des comptes à terme...) à compter du 1er janvier 2012.
- **Majoration de deux points (de 19 % à 21 %) du taux du prélèvement libératoire sur les dividendes** à compter du 1er janvier 2012. Compte tenu de cette modification, l'option au prélèvement libératoire devient uniquement favorable aux contribuables imposés à la tranche à 41 % qui perçoivent des dividendes supérieurs à 102 300 € pour un couple ou 51 150 € pour une personne seule.
- **Réforme du régime d'imposition des plus-values immobilières à compter du 1er février 2012**, hormis pour les résidences principales qui demeurent exonérées. Ce nouveau dispositif repousse l'exonération d'impôt sur les plus-values après 30 ans de détention du bien contre 15 ans actuellement. Une exonération sans condition de durée est prévue pour les personnes non propriétaires de leur résidence principale dans le cas où le produit de la vente du bien cédé (bien

2012

Nous vous remercions de votre confiance et vous présentons nos meilleurs vœux pour cette nouvelle année.

locatif ou résidence secondaire) est réinvesti dans l'achat d'une résidence principale sous un délai de 24 mois.

- **Suppression** avant son entrée en application de l'**abattement d'un tiers par année de détention sur les plus-values d'actions** détenues depuis plus de cinq ans.
- **Diminution à hauteur de 15 % de l'ensemble des crédits et réductions d'impôts** à l'exclusion des réductions d'impôts en faveur de l'emploi d'un salarié à domicile, des frais de garde des jeunes enfants. Le coup de rabot de 15 % s'applique non seulement au taux des différents avantages concernés mais également au plafond d'imputation de ces avantages. L'entrée en application est fixée au **1^{er} janvier 2012** à l'exclusion des investissements immobiliers pour lesquels la date est repoussée au 31 mars 2012 à la condition que la réservation ait été effectuée avant le 31 décembre 2011.
- **Modification du plafonnement global des niches fiscales qui est limité à 18.000 € + 4 %** du revenu imposable à compter des revenus perçus en 2012.
- **Modification à compter du 1^{er} janvier 2012 puis suppression à compter du 1^{er} janvier 2013 du dispositif SCELLIER.** Celui-ci est désormais exclusivement réservé aux logements BBC et le taux de réduction d'impôt est fixé à 13 % pour les logements acquis ou construits en 2012.
- **Diminution de 7 points (de 18 % à 11 %) du taux de réduction d'impôt lié aux investissements dans les résidences de tourisme, de personnes âgées ou étudiantes réalisés à compter du 1^{er} janvier 2012.**
- **Prorogation jusqu'en 2015 du crédit d'impôt relatif aux dépenses destinées à améliorer la qualité environnementale de l'habitation principale.** Les taux du crédit d'impôt sont **diminués de 15 %** compte tenu du coup de rabot mais peuvent être **majorés de 10 points** en cas de réalisation de plusieurs types de travaux.
- **Prorogation jusqu'en 2014 du crédit d'impôt en faveur de l'aide aux personnes.**
- **Prorogation jusqu'au 31 décembre 2014 de la réduction d'impôt en faveur des investissements dans les SOFICA.**
- **Limitation, à compter du 1^{er} janvier 2012, de la réduction d'impôt pour souscription au capital des PME** aux seules entreprises en **phase d'amorçage, de démarrage ou d'expansion.**
- **Instauration d'une taxe sur les loyers élevés des logements de moins de 14 M².** La taxe est due lorsque le montant du loyer mensuel (hors charges) excède un seuil fixé par décret compris entre 30 € et 45 € par M² de surface habitable.
- **Modification des conditions d'accès au prêt à taux zéro (PTZ+).** Ce type de prêt est limité aux acquéreurs de logements neufs répondant aux normes BBC ainsi qu'aux logements HLM. L'octroi du financement est également réservé aux personnes dont les ressources annuelles sont comprises entre 26 500 € à 43 500 €.
- **Augmentation à compter du 1^{er} janvier 2012 du taux réduit de TVA de 5,5 % à 7 %.** Toutefois, la TVA sur les produits alimentaires, les abonnements au gaz et à l'électricité ainsi que les équipements destinés aux personnes handicapées demeure fixée à 5,5 %.
- **Hausse de 1,4 point du droit de partage** qui passe de 1,1 % à 2,5 % à compter du 1^{er} janvier 2012.
- **Refonte des barèmes de l'ISF** selon deux tranches fixées à 0,25 % pour les patrimoines inférieurs à 3 M€ et 0,50 % pour ceux supérieurs à 3 M€. Il est à noter que le seuil de taxation ISF reste fixé à 1,3 M€.
- **Suppression du bouclier fiscal à compter du 1^{er} janvier 2013.**
- **Augmentation de 5 points des tarifs des deux dernières tranches du barème d'imposition applicable aux successions et aux donations** consenties en ligne directe ainsi qu'aux donations entre époux ou entre partenaires liés par un PACS. Les taux sont ainsi respectivement portés de 35 % à **40 %** et de 40 % à **45 %**.
- **Allongement de 6 ans à 10 ans du délai de rappel fiscal des donations** antérieures concernant les successions ouvertes ou les donations consenties à compter du 31 juillet 2011.
- **Suppression des réductions de droits de donation accordés en fonction de l'âge du donateur** relatives aux donations réalisées depuis le 1^{er} juillet 2011.
- **Alourdissement de la taxation des capitaux transmis aux bénéficiaires d'un contrat d'assurance vie.** A compter du 31 juillet 2011, les capitaux versés à chaque bénéficiaire au-delà de **1 055 338 € (902 838 € + 152 500 € au titre de l'abattement)** sont taxés à **25 %** au lieu de 20 %.
- **Les prélèvements sociaux** ont augmenté de 1,2 point à compter du 1^{er} octobre 2011 et se montent désormais à **13,5 %**.

PERSPECTIVES BOURSIERES : BEAUCOUP D'INCERTITUDES MAIS UNE EMBELLIE EST ATTENDUE AU SECOND SEMESTRE.

« Sell in May and go away », tel est l'adage qu'il aurait fallu mettre en pratique en 2011 pour engranger des plus-values en bourse. En effet, l'indice **CAC 40**, après avoir enregistré un gain de près de 9 % sur les quatre premiers mois de l'année a connu une descente aux enfers de plus 30 % durant l'été pour, au final, clôturer l'année sur un **recul de 17 %**. L'indice **DJ EUROSTOXX 50** et l'indice **NIKKEI** (Japon) **ont également clôturé l'année sur une perte de 17 %**. A l'inverse, l'indice **DOW JONES** (valeurs américaines) a enregistré un **gain de 6 %**. Toutefois, compte tenu de la variation du taux de change € / \$, le gain pour un investisseur européen est limité à **3 %**. Au global, **l'année boursière 2011 a été un mauvais crû puisque l'indice mondial a enregistré un recul de 6 %** pour un investisseur européen. Les principaux pays qui ont contribué à cette contre-performance sont la Grèce (-62 %), l'Egypte (-47 %), l'Ukraine (-44 %), le Bangladesh (-42 %), l'Argentine (-41 %), le Vietnam (-38 %), l'Autriche et l'Inde (-36 %) ainsi que la Turquie (-35 %). Les rares pays à avoir affiché un gain sont la Jamaïque et Trinité-et-Tobago (+30 %), l'Irlande (+15 %), l'Indonésie (+8 %), le Qatar (+ 7 %), la Nouvelle-Zélande (+4 %), les USA (+3 %) et le Zimbabwe (+2 %).

Au cours de l'année 2011, **l'état de l'économie mondiale s'est considérablement dégradé** et ce phénomène devrait se poursuivre sur le premier semestre 2012 en raison de l'impact récessif des plans d'austérité instaurés par les pays développés en vue de lutter contre les déficits. S'il ne fait plus de doute que la zone euro est déjà entrée en récession, **des incertitudes demeurent quant à la situation des Etats-Unis** qui pourraient, à leur tour, tomber en récession selon le niveau du resserrement budgétaire qui va être décidé dans les prochaines semaines. L'autre point crucial concerne le **problème des dettes souveraines qui n'a pas encore été convenablement traité**. Il va sans dire que les répercussions d'un défaut d'un pays de la zone euro seraient catastrophiques tant au niveau financier qu'au niveau psychologique puisque cela se traduirait par une perte totale de confiance dans les pays européens et dans l'union monétaire elle-même.

Au niveau des points positifs, il convient de noter que des **facteurs de soutien de l'économie** sont présents tels que les **politiques monétaires qui continuent à être très accommodantes** et la **croissance des pays émergents** qui reste soutenue même en dépit de la baisse des prix des produits de base et du ralentissement de la croissance mondiale.

En dépit d'un environnement macroéconomique incertain, **la situation des entreprises demeure toutefois bonne**. Les bilans sont sains, le taux d'endettement est faible et les perspectives de croissance sont soutenues en raison de la demande en provenance des pays émergents. Un autre facteur positif concerne **la valorisation des actions qui est à des niveaux historiquement faibles, surtout en Europe**.

Si les analystes ne se prononcent pas sur une progression moyenne des marchés boursiers pour 2012, il n'en reste pas moins vrai qu'ils estiment que **la confiance devrait de nouveau s'installer à partir du second semestre 2012** lorsqu'il apparaîtra que le pire sera désormais derrière nous.

En termes de zones géographiques, ils recommandent **l'investissement sur les actions américaines et celles des pays émergents**. Etant donné que les craintes inflationnistes ne sont désormais plus d'actualité, les pays émergents vont entamer un cycle de baisse de taux afin de lutter contre le ralentissement de la croissance économique. Or, les baisses de taux ont un effet dopant sur les cours des actions d'où les recommandations des analystes d'investir en actions des pays émergents. Il est à noter que les experts restent **méfiant sur l'Europe en ce début d'année** en raison des incertitudes liées à l'évolution des dettes souveraines.

Les investisseurs qui ne souhaitent pas prendre le risque d'investir en actions pourront se tourner vers les **obligations convertibles** dont les niveaux de rendement sont très attractifs et dont le risque est bien inférieur à celui des actions.

En matière obligataire, **les emprunts d'états sont à éviter** tant que la crise de la dette n'est pas solutionnée. En revanche, le marché des **obligations d'entreprises privées** offre de réelles opportunités avec des risques faibles dans le cas de détentions des titres au travers d'un fonds daté (pour plus d'information se reporter à notre lettre N°200 de novembre 2011).

Panorama des marchés financiers

Données arrêtées au 30 décembre 2011

<i>Marchés des Actions</i>	Niveau des indices	Variation en pourcentage sur un mois	depuis le 01/01
PARIS (CAC 40)	3 159,81	0,16%	-16,95%
PARIS (CAC Mid&Small)	5 652,31	-0,11%	-21,44%
PARIS (CAC All-Tradable)	2 344,44	0,15%	-16,29%
EUROPE (DJ Euro Stoxx 50)	2 316,65	-0,59%	-17,47%
NEW YORK (Dow Jones)	12 217,56	1,43%	5,53%
NEW YORK (Nasdaq Composite)	2 605,15	-0,58%	-1,80%
FRANCFORT (Dax Xetra)	5 898,35	-3,13%	-14,69%
LONDRES (FTSE 100)	5 572,28	1,21%	-5,55%
TOKYO (Nikkei 225)	8 455,35	0,25%	-17,34%
MONDE (Msci World) en Euros	99,13	3,37%	-6,39%

<i>Taux d'intérêt</i>	jour le jour	3 mois	10 ans
ZONE EURO	0,30%	0,89%	3,13%
ETATS-UNIS	0,22%	0,22%	1,82%
ROYAUME-UNI	0,30%	0,60%	1,97%
JAPON	0,03%	0,07%	0,95%

<i>Or et Devises</i>	Cours	Variation en pourcentage sur un mois	depuis le 01/01
LINGOT	39 390 €	-5,90%	15,07%
NAPOLEON	253,90 €	-5,89%	22,13%
EURO / DOLLAR	\$ 1,2939	-3,57%	-2,37%
EURO / LIVRE STERLING	£ 0,8353	-2,40%	-2,49%
EURO / 100 YENS	¥ 100,20	-3,65%	-7,27%
EURO / FRANC SUISSE	CHF 1,2156	-0,89%	-2,48%

Chiffres clés de l'économie française

Données arrêtées au 30 décembre 2011

BUDGET 2012	276,1 milliards d'euros (dt déficit = 78,8 mds)
PIB 2010	1 932,8 milliards d'euros
TAUX DE CROISSANCE TRIMESTRIEL DU PIB	+ 0,30 % au 3ème trimestre 2011
PLAFOND DE LA SECURITE SOCIALE	3 031 euros par mois à compter du 01/01/2012
SMIC	9,22 euros à compter du 01/01/2012
INDICE DES PRIX	+ 2,50 % sur un an
INDICE DU COUT DE LA CONSTRUCTION	+ 2,75 % (variation de la moyenne sur un an)
INDICE DES LOYERS COMMERCIAUX	+ 2,56 % sur un an
INDICE DE REFERENCE DES LOYERS	+ 1,90 % sur un an
TAUX DE CHOMAGE	9,30 % de la population active

2, Avenue de Flandre 59700 MARCQ-EN-BAROEUL - Tél : 03.20.72.07.71 - Fax : 03.20.65.29.04 - magellanconseil@wanadoo.fr

S.A.R.L. au capital de 40 000 €-R.C.S. Roubaix-Tourcoing B 392 608 311. Société de courtage d'assurance N° ORIAS 07 005 844.

Garantie financière et responsabilité civile professionnelle conformes aux articles L 530.1 et L 530.2 du Code des assurances.

Transactions sur immeubles et fonds de commerce. Carte professionnelle N° 2032 T (préfecture de Lille)

Carte de démarchage financière N° 2050880203VB. Conseiller en Investissement Financier N° E001631 -ANACOFI-CIF, association agréée par l'AMF.